

Mars 2009

n° 94

CONTRASTO

VACHEMENT

DANS LE VENT

LES ÉNERGIES
RENOUVELABLES!

Crédit photo: Sylvain CHARLES

Parc éolien "René Allo" Commune du Haut-Corlay (22320) France

sommaire n° 94

Couverture	crédit photo Sylvain Charles	
Edito / Anne Cécile		3
Genève / Projet de centrales / Conseil d'Etat		4, 5
Renouvelables / Ph. Gobet / C. Gohener-da Cruz		6, 7
Consommation / Lettre de B. Vischer / Ph. Gobet		8
Rouler au nucléaire / S. Rossmann		9
Lucens / Ph. Progin		10
Mühleberg / E. Peytremann		11,12
Usines à Gaz? / Les Verts / D. Jeannerat		12, 13
Nouvelles du nucléaire français / S. Rossmann		14,15
Miracle sous-marin / ACR + PG		15
CERN / G. Nibbio		16

INVITATION

Le samedi 4 avril 2009, à la maison des Associations, se tiendra une journée de conférences-débat sur différents aspects liés à la lutte contre les changements climatiques et la justice sociale. Notamment: la politique du Conseil fédéral en matière de changement climatique et les revendications des oeuvres d'entraide suisses présentées par Michel Egger, les défis de la conférence de Coppenhague pour la deuxième phase du protocole de Kyoto par Daniel Tanuro, le pari de la décroissance pour faire face aux défis climatiques par Jacques Grinevald, les enjeux agricoles et énergétiques suisses avec Valentina Hemmeler et Pierre Vanek.

Lieu et date: Maison des Associations,
15 rue des Savoises le 4 avril de 9h30 à 17h30

Renseignements: Juan Tortosa 076 436 40 83

Organisation: Coordination Climat et Justice Sociale et le Réseau Objection de Croissance.

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.
Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 25.- Fr.s les 6 premiers numéros.
Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8** en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le **CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève**



CHÈRES-CHERS CONTRATOMISTES,

Ce premier éditto de l'année me donne l'occasion de vous adresser de très chaleureux remerciements pour le soutien que vous apportez à notre association et au journal que vous tenez entre les mains! Ne bénéficiant d'aucune subvention, c'est uniquement votre générosité qui nous permet de continuer, année après année, de mener nos activités et notamment de publier régulièrement «ContrAtom»

Si notre équipe rédactionnelle n'est composée que de militants travaillant tous et toutes absolument bénévolement, l'édition d'un journal entraîne des frais non négligeables: maquette (graphiste), imprimerie, Poste, etc...C'est dire combien votre appui nous est précieux! Nous tenons énormément à la publication du journal car il assure le lien indispensable entre nous tous et toutes, il vous tient au courant de nos activités, vous informe des actions prévues et surtout fait passer un message antinucléaire alors que les médias en général diffusent une toute autre chanson.

Ce journal, c'est aussi le vôtre et nous vous rappelons que les colonnes de ContrAtom sont prêtes à accueillir vos articles, vos lettres, vos remarques, vos critiques. Nous comptons aussi sur vous pour faire connaître notre association et son journal ou rappeler leur existence à ceux et celles qui en auraient perdu la trace, car un bon nombre de militants ont quitté nos rangs à l'annonce de la fermeture de Superphénix, estimant que c'était gagné, que la lutte antinucléaire était dorénavant un combat d'arrière-garde et que le nucléaire allait s'éteindre de lui-même. Et voilà que dix ans plus tard, on se retrouve avec les projets de construction de trois nouvelles centrales nucléaires, une demande d'exploitation illimitée dans le temps pour la centrale de Mühleberg (elle devait être arrêtée en 2012), malgré la découverte de nouvelles fissures, et des projets d'enfouissement scandaleux pour nos déchets nucléaires ingérables.

Dans ces conditions, il est à espérer que les nombreux antinucléaires que compte Genève vont rejoindre ContrAtom afin que nous soyons à même de mener, à l'unisson avec les autres forces antinucléaires du pays, une campagne exemplaire contre ces projets mortifères!

La montée en puissance de l'opposition au nucléaire représente une urgence vitale qu'il va falloir développer non seulement en Suisse, mais aussi de concert avec nos voisins. En Autriche, la résistance s'est déjà faite entendre, suite à l'annonce de six sites désignés pour l'entreposage des déchets radioactifs helvétiques dont certains proches de la frontière autrichienne. Les député-es du Land autrichien du Vorarlberg ont d'ores et déjà enjoint, fin janvier, leur gouvernement « d'examiner les risques » des projets nucléaires suisses, déclarant que les déchets et les centrales nucléaires menacent le droit à la vie, à la santé et à un environnement intact. Tous partis confondus ils exigent le dépôt d'une plainte contre la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme!

Du côté français, c'est une toute autre chanson : Nicolas Sarkozy vient de confirmer la mise en chantier d'une deuxième centrale nucléaire EPR (European Pressurised Reactor) à Penly, en Seine Maritime, alors même que les chantiers en cours des EPR à Flamanville et en Finlande sont des gouffres à millions et que les défaillances techniques se multiplient. Et pour continuer sur sa folle lancée, le président français, qui ne doute de rien, a signé le 24 février dernier un accord qualifié d'historique avec Berlusconi, accord censé relancer l'Italie sur la voie du nucléaire. Sarkozy parle d'au moins quatre EPR construits par Areva. Quelle folie!

Le constat est donc sans appel: tant en Suisse que chez nos voisins, **l'heure est à la RESISTANCE!** Elle se fait aussi dans la rue! Prochains rendez-vous dans ce sens, fin avril, avec l'anniversaire de Tchernobyl et ses manifestations antinucléaires d'une actualité renouvelée. Vous trouverez tous les renseignements sur ces mobilisations futures dans le numéro «Spécial Rendez- Vous» de ContrAtom à paraître en avril prochain.

VIVE LA RÉSISTANCE AU NUCLÉAIRE VIVE LA VIE !

Anne-Cécile

PROJET DE NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES EN SUISSE: YOUPIE, LE CONSEIL D'ETAT GENEVOIS FAIT ENTENDRE SON OPPOSITION.

Vous vous souvenez que suite à la demande d'autorisation de la compagnie électrique ATEL (Aar-Tessin-électricité) de construire une nouvelle centrale atomique à Gösgen, dans le canton de Soleure,

ContrAtom avait organisé un rassemblement le 25 juin devant l'Hôtel-de-Ville afin de remettre une pétition au Conseil d'Etat, le pressant de prendre clairement position, en vertu de l'article 160E de la Constitution Genevoise, contre tout projet de nouvelle centrale nucléaire. C'est chose faite, le 18 février dernier, le Conseil d'Etat publiait un communiqué réaffirmant son opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Parallèlement ContrAtom recevait la lettre dont vous trouvez copie ci-dessous.

Cette lettre fait mention d'un courrier que le Conseil d'Etat a envoyé au Conseiller Fédéral Leuenberger en avril 2007 pour lui rappeler la position très ferme du gouvernement genevois. Nous vous donnerons de larges extraits de cette lettre dans un prochain numéro.

ACR et PG



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 18 février 2009

Le Conseil d'Etat
1009-2009

Madame
Anne-Cécile Reimann
Messieurs
Philippe Gobet et Pierre Vanek
ContrAtom
Case postale 65
1211 Genève 8

Concerne : Engagement de Genève contre le projet d'une nouvelle centrale nucléaire

Madame la Présidente, Messieurs,

Nous faisons suite à vos courriers et pétitions relatifs au projet de construction par ATEL d'une centrale nucléaire sur le site de Gösgen, ainsi qu'au regroupement récent d' EOS Holding (EOSH) et ATEL, sous la bannière d'Alpiq.

Notre canton a, depuis de nombreuses années, fait le choix de bannir l'énergie nucléaire et de favoriser les sources d'énergie renouvelables. (art. 160E al. 5 de la Constitution de la République et canton de Genève, A 2 00). Il juge en effet inacceptable le risque que fait peser cette technologie sur la population et l'environnement, tant à court terme (risque d'accident dans les centrales nucléaires) qu'à long terme (élimination des déchets radioactifs).

Cette exigence est au cœur de la conception générale de l'énergie approuvée par le Grand Conseil en avril dernier et dont l'objectif est la société à 2000 watts, sans recours à l'énergie nucléaire. Pour éviter la construction de nouvelles centrales nucléaires, il est dès lors impératif développer les énergies renouvelables et de mettre en œuvre des mesures ambitieuses et efficaces d'économies d'électricité.

Dans cette perspective, notre Conseil a eu l'occasion de rappeler cette exigence aux autorités fédérales¹(cf. annexe), ainsi que de leur faire part de la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation aux économies d'électricité et d'imposer rapidement l'émergence d'appareils consommant bien moins que ceux mis sur le marché.

Plus particulièrement, concernant la stratégie du groupe Atel en matière de centrales nucléaires, nous y sommes opposés.

L'implication des Services industriels de Genève (SIG) dans le nouveau groupe Alpiq permettra au Conseil d'Etat de faire valoir cette position avec force. Rappelons que, dans le passé, les SIG ont obtenu d'EOSH qu'elle privilégie les sources d'approvisionnement hydrauliques, faisant inscrire cette exigence dans ses statuts, alors même que les SIG ne détiennent que 23 % des participations dans ladite holding et qu'auparavant EOS SA défendait une politique largement basée sur le nucléaire. Désormais il appartiendra aux SIG et aux partenaires romands réunis au sein d'EOSH de défendre une politique de production d'électricité favorisant les énergies propres et renouvelables. Avec 31% du capital, EOSH représentera le plus important actionnaire d'Alpiq avec un groupe de collectivités publiques suisses alémaniques. Il y a ainsi une opportunité pour les Romands de jouer un rôle plus important que jamais dans les choix énergétique de notre pays.


Dans cette perspective, le Conseil des Pouvoirs Publics veillera à ce qu'EOSH soit un lieu privilégié de mise en œuvre d'une politique commune destinée, non seulement à établir une position romande forte au sein d'Alpiq, mais visant également à la mise en œuvre d'une politique d'approvisionnement en énergie responsable, basée notamment sur l'usage rationnel de l'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Le Conseil d'Etat entend donc combattre les projets de nouvelles centrales nucléaires en Suisse et orienter l'approvisionnement électrique vers le développement des énergies renouvelables. Il tient finalement à rappeler que seule une mobilisation forte de tous les acteurs et de tous les moyens en faveur des économies d'énergies est une réponse durable au risque, souvent évoqué, de pénurie d'électricité.

Nous saluons ainsi votre engagement pour un avenir énergétique durable et nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

Le chancelier :



Robert Hensler

Le président :



David Hiler

UN INVESTISSEMENT DURABLE... ET TRÈS INTÉRESSANT FINANCIÈREMENT

Vous avez de l'argent à placer ? Vous avez peut-être l'envie de toucher quelques intérêts mais l'affaire Madoff vous incite plutôt à placer vos sous-sous dans une bonne paire de chaussettes sous le matelas... Plus personne ne vous conseille les banques ou les industries automobiles... Pourtant il y a des bons placements. Est-ce qu'une industrie en hausse de 28,8% (!!!) au niveau mondial en 2008 vous intéresserait ? Ce n'est ni FORD, ni Microsoft..., les capacités mondiales de l'énergie éolienne sont en hausse de 28,8% en 2008 ! (1)



La hausse des capacités en énergie éolienne est due notamment à une forte progression des États-Unis qui ont ravi à l'Allemagne la place de premier producteur mondial, et à la progression de la Chine. Les capacités mondiales ont atteint à la fin de l'année dernière 120.791 mégawatts (MW), contre 93.823 MW fin 2007, selon le Conseil mondial de l'Énergie éolienne (Global Wind Energy Council, GWEC). L'Europe, à elle seule, compte pour plus de la moitié des capacités mondiales, avec 65.946 MW (+15%).

Avec une forte croissance du marché, la Chine pourrait devenir deuxième producteur mondial en 2010." Les chiffres parlent d'eux-mêmes: il y a une demande énorme et croissante dans le monde pour l'énergie éolienne, qui peut être installée rapidement et virtuellement partout dans le monde", a commenté le secrétaire général du GWEC, Steve Sawyer. "Nous sommes en passe d'atteindre notre objectif d'économiser 1,5 milliard de tonnes de CO2 par an d'ici à 2020", a-t-il ajouté. Certes, il faut aussi considérer que ce 28,8% d'augmentation concerne une énergie qui ne produit que moins de 2% de l'électricité mondiale (2), mais cet argument de la marginalité n'est jamais utilisé quand on évoque le début de la production des premiers ordinateurs, des premières voitures... Il reste donc que ce taux d'accroissement est extraordinaire. Pour mieux situer les faits, on peut comparer ce

taux à l'augmentation de production due à de nouvelles centrales nucléaires dans le monde, qui est trois fois moindre !

Afrique du Sud: de l'éolien plutôt que du nucléaire!

On se souvient que l'Afrique du Sud était le pays d'Afrique le plus proche de construire une centrale nucléaire (le projet étant même de 12 centrales !). Or, c'est un effet positif de la crise économique, ce pays renonce à tout projet de centrale nucléaire faute de moyens. Par contre la compagnie publique d'électricité sud-africaine Eskom, prévoit de construire 50 turbines éoliennes en 2009. (3) "Nous envisageons de construire 50 turbines éoliennes de 2 mégawatts chacune d'ici à la fin de l'année", a déclaré le porte-parole d'Eskom. "C'est un peu plus cher que de produire de l'électricité avec du charbon, mais cela est valable à tout point de vue". Sans doute du point de vue de l'emploi également. Rappelons qu'en Allemagne, un pays réputé pour son engagement en faveur des renouvelables, 235 000 personnes travaillent dans le secteur des renouvelables, un chiffre qui a doublé en deux ans!

La ville de Bâle passe aux énergies renouvelables

L'Etat de Genève a renoncé depuis longtemps au nucléaire, suite à la grande victoire de l'initiative « L'énergie notre affaire », mais la ville de Bâle va plus loin puisqu'elle a décidé de ne recourir qu'à des énergies renouvelables pour la production de son électricité. En renonçant à tout achat d'électricité d'origine nucléaire ou provenant d'une centrale au charbon, la ville de Bâle sera la première ville de Suisse à recourir exclusivement à des sources d'énergie électrique propres. Actuellement, entre 80 et 90% de l'électricité consommée à Bâle-Ville est déjà d'origine hydraulique, éolienne ou provient d'autres sources d'énergie renouvelable. (4)

Giscard à l'encontre du progrès

Vous vous souvenez de l'ancien (très très ancien...) président français Giscard. Alors qu'il devrait consacrer sa retraite à jouer à la pétanque ou au ping-pong, le voilà hélas qui continue la politique, et se place en héraut des opposants aux éoliennes !!! (5) Rappelons que ce brave Giscard avait envoyé ses CRS tuer un manifestant à Malville en 1977... Apparemment, l'ancêtre a fort peu évolué depuis 32 ans, puisque il n'hésite pas à déclarer : « 80% de l'énergie consommée en France est non polluante car elle est d'origine nucléaire » (!!!) A ce stade là c'est carrément de la sénilité !!! Sans même parler du mensonge éhonté, puisque le nucléaire pollue depuis la mine jusqu'au stockage des déchets, en passant par les fuites et contaminations de toutes sortes, il faut noter qu'il confond une fois de plus énergie et électricité! Rappelons que, même pour la très nucléocrate France, où le gaspillage généralisé d'électricité a été favorisé (par exemple pour les chauffages individuels, afin de justifier l'option nucléaire) l'électricité ne fournit que 41 % de l'énergie consommée dans le pays (6) , (le pétrole 34 %, le gaz 15 %, le charbon 5 %, etc). Donc le nucléaire ne peut fournir au maximum que le 80% de ce 41 %, soit 32%. Un exemple parmi d'autres : 98% de l'énergie utilisée pour les transports vient du pétrole... et non du nucléaire, n'en déplaise à l'ancêtre. Il semblerait que les politiciens aient des dates limite de péremption à respecter. Envoyons donc Giscard (et Blocher, que même le Matin décrit comme sénile) à l'EMS, ils feront moins de dégâts !

Philippe Gobet

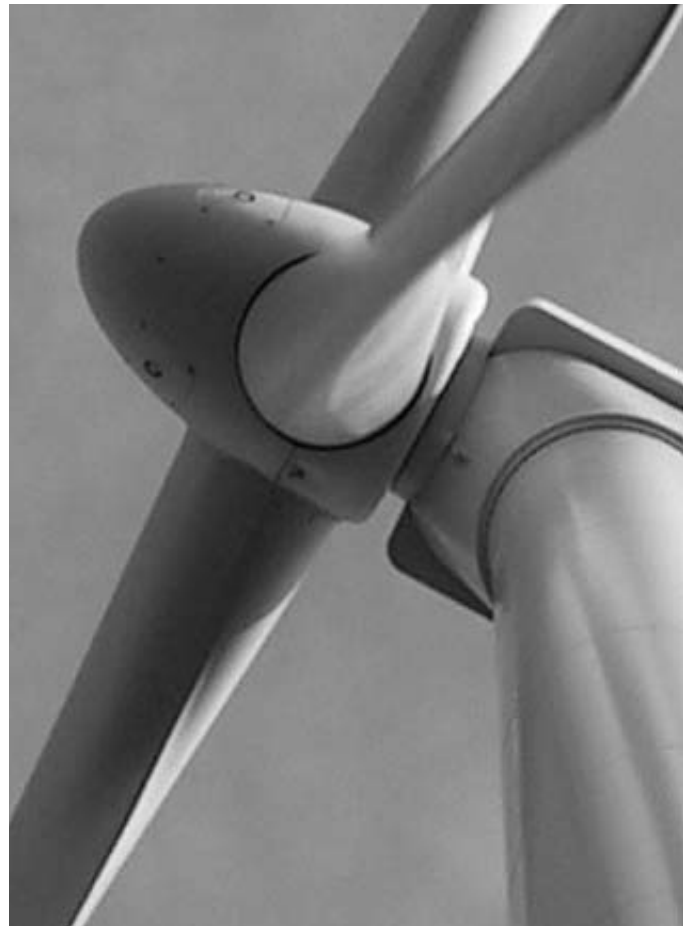
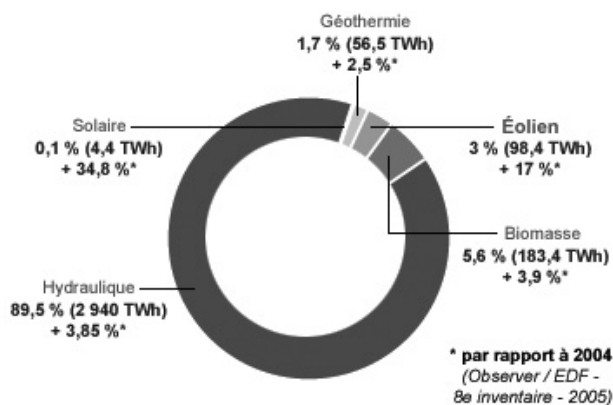
- (1) AFP du 2 février 09
 (2) selon le site d'EDF
<http://www.edf.com/html/panorama/production/renouvelable/eolien/monde.html>
 (3) AFP (5 janvier 2009)
 (4) AFP - 21 janvier 2009
 (5) Siné Hebdo 19/11/08
 (6) selon <http://www.science-decision.fr/cgi-bin>

N. B. En Suisse 23,9% de l'énergie est consommée en électricité, contre 55,33% d'origine pétrolière... 12% viennent du gaz, 3,6% du bois, 1% du charbon, etc. Au niveau mondial, l'électricité ne représente que 16% de la consommation d'énergie...

Source :

http://www.edf.com/html/panorama/transversal/media_eol/eol_graph_04.html

Ci-dessous: Place dans la production d'électricité mondiale (diagramme EDF)



SOLAIRE

ENERGIE DE DEMAIN ET E.P.F.L.

Bravo, ouf, enfin de l'argent bien dépensé pour la promotion du développement de l'énergie solaire... Depuis des années, l'association CONTRATOM demande aux pouvoirs publics de miser sur la recherche pour les développements des énergies renouvelables, propres et sans limite de ressource.

Tant d'argent, depuis tant d'années est investi dans le développement nucléaire....

Aujourd'hui, l'E.P.F.L. et Romande Energie se sont résolument engagés en partenariat sur la construction en faveur de cette bonne énergie solaire pour développer une centrale solaire unique dans notre pays. Romande Energie met à disposition de l'E.P.F.L. son expérience et compétence en matière de conception, d'exploitation et de commercialisation de l'énergie. Sur le parc de l'école, fonctionnant comme un laboratoire, ce ne sont pas moins que 20'000m² de panneaux voltaïques, intégrant les fonctions de recherche et de développement. Dès cette année, plus de 2 millions de kWh/par an. L'électricité produite éclairera le campus. Le reste du courant vert, labellisé (naturemade star), est proposé par Romande Energie à ses clients....

Ce n'est qu'un début, plus la recherche avancera et plus le nom-

bre de kWh augmentera... tout en ayant une politique future d'économie d'énergie pour le bien de notre planète...
 Corinne Goehner-da Cruz

Corinne Gohener-da Cruz



© KEYSTONE | Les toits de l'EPFL accueilleront 20000 m² de panneaux solaires et produiront quelque 2 millions de kWh. Le but est de faire évoluer la technologie afin de la rendre plus rentable, plus durable.

CONTRATOM ET LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

Lettre de lecteur

Chers amies de Contratom,

Je suis heureuse de lire dans votre dernier bulletin, num. 83 sous la plume de Pierre Vanek, que "la consommation électrique réduite est un objectif central de ContrAtom". En effet, aussi longtemps que la consommation électrique ne diminue pas, tous nos arguments antinucléaires sont impuissants contre les nouvelles centrales atomiques.

J'aimerais que dans vos bulletins, vos manifestations, vos interventions, la question de savoir comment réduire la consommation électrique, privée et collective, soit traitée de façon plus visible, plus pratique, plus concrète. Au moins un quart de votre bulletin devrait y être consacré.

Vous savez qu'un collectif "Décroissance" s'est formé avec l'aide des Jeunes Verts. Ma suggestion : rejoignons ce mouvement et fondons-y un groupe "Décroissance énergétique"

Recevez mes pensées d'amitié

Barbara Vischer

Réaction de la rédaction

Madame Vischer a entièrement raison, la diminution de la consommation électrique est un élément essentiel de notre lutte. En effet, à court terme, il n'est guère réaliste de vouloir remplacer la production électrique nucléaire par des énergies renouvelables. Et même si c'était possible, il serait fort dommage de se priver de cette réflexion : avons-nous besoin de toujours plus d'électricité, toujours plus d'assistances électriques diverses (qui nous incitent à faire de moins en moins d'efforts et à devenir obèses), toujours plus de gadgets, toujours plus de TV, toujours plus d'ordinateurs (etc) ?

Il a été démontré que les centrales nucléaires pouvaient être rapidement remplacées par un ensemble d'actions: une utilisation rationnelle de l'énergie, une diminution du gaspillage et le développement des énergies renouvelables. Certains parlent de stabiliser la consommation, d'autres, comme notre lectrice, d'entrer dans la décroissance. Cette réflexion est importante. Mais concrètement, est-il utile de consacrer 25% de notre bulletin à ce thème, comme le propose notre lectrice? Nous observons hélas que dans le grand public, la problématique du nucléaire est de moins en moins connue, la faute en revenant peut-être à l'aveuglement des médias, à un semblant de victoire contre le nucléaire (le moratoire et la stagnation effective du nucléaire en Suisse), et à d'autres soucis qui accaparent les milieux écologistes (les OGM, le CO2, les nanoparticules, etc).

Par contre, il faut reconnaître que tout le monde (1) parle de

développement durable et d'économies d'énergie, par exemple et dans le désordre : l'Etat, les SIG, le WWF, la Migros, la Coop, le parti libéral (2) Nestlé (3) ou l'UBS (4)... Concrètement, tous les conseils possibles et imaginables sont publiés par des organismes nettement plus importants et beaucoup mieux diffusés que ContrAtom... Nous pourrions même carrément recopier ces belles choses que tout le monde dit (et que si peu de gens font...). Il nous paraît plus utile de continuer à développer notre argumentation pour enfoncer ce clou central : le nucléaire tue, à tous les niveaux, sournoisement, discrètement, mais sûrement. Et il continuera à tuer, hélas même quand on aura fermé la dernière centrale du monde...

Pour conclure, le journal de ContrAtom reste ouvert à toute prise de position en faveur des économies d'énergie ou même de la décroissance énergétiques. Dans ce numéro, vous trouverez par exemple la prise de position dans ce sens, de Serge Rossmann en pages 9

Mais l'urgence de l'information à diffuser sur le nucléaire, et le large analphabétisme nucléaire que nous constatons autour de nous ont tendance à nous accaparer, hélas...

Alors, à vos plumes ? Vos idées ou articles nous intéressent !

Philippe Gobet

(1) à l'exception notable de l'UDC... En page 66 de sa plate-forme électorale (consultable sur www.udc.ch/index.html), l'UDC réclame plus de production électrique (voire même un peu de renouvelable!), et surtout pas moins...

(2) Voir par exemple:

<http://www.liberal.ch/fr/>

[qui-sommes-nous/pacte-liberal-pour-lenvironnement.html](http://www.liberal.ch/fr/qui-sommes-nous/pacte-liberal-pour-lenvironnement.html)

(3) «Grâce à sa politique environnementale et à des investissements importants, Nestlé Suisse aura diminué d'ici 2010 ses émissions de CO2 de l'ordre de 300'000 tonnes, ce qui représente une économie d'énergie de quelque 1300GWh sur la période 2000-2010, soit l'équivalent d'un quart de la consommation annuelle du canton de Neuchâtel. Les objectifs d'amélioration de 17% fixés par la Confédération seront donc largement dépassés par Nestlé Suisse, en tenant compte de l'évolution de la production.» <http://www.aktiver-klimaschutz.ch>

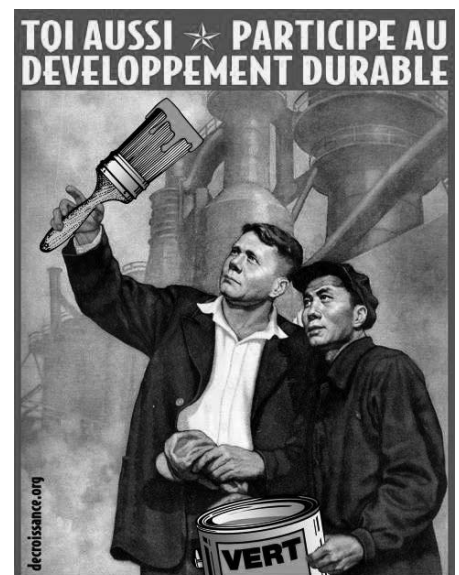
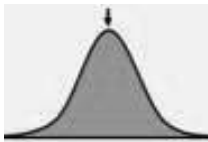
(4) Juste pour rire, un extrait:

«Par respect pour notre environnement.

En notre qualité d'établissement financier opérant dans le monde entier, nous assumons pleinement notre responsabilité sociale. Pour UBS, le développement durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles font partie de toute gestion d'entreprise qui se respecte. Notre engagement en faveur de l'environnement est déjà une longue tradition.» (...)

www.ubs.com/1/ShowMedia/ubs_ch/private?contentId=146806

Vous êtes ici.



ROULER AU NUCLÉAIRE?

Le pétrole va se raréfier et les agrocarburants ne sont pas une solution à long terme. Choisir l'électricité pour se déplacer ? Oui, mais ... pas n'importe laquelle!

Il semble que le « pic du pétrole » ait déjà été dépassé. L'humanité va devoir se restreindre quant à son utilisation. Certains aimeraient remplacer un de ses sous-produits, l'essence, par les agrocarburants issus de la production vivrière agricole. Mais leur coût environnemental et social est tel que les politiques devraient y regarder à deux fois avant de s'y lancer à grande échelle... Des moteurs sans essence émanant d'autres technologies seraient à l'étude.

Entre-temps (et même bien avant), les industriels de la propulsion électrique se sont lancés dans la course pour répondre à la question: comment remplacer un moteur à explosion par un système incluant moteur électrique et batterie ? Le tout capable de rouler assez vite et assez longtemps pour propulser un véhicule en ville et sur les réseaux routier et autoroutier. De plus, il faut qu'il soit économiquement rentable. (Le sujet de cet article n'étant pas la crédibilité des véhicules automobiles individuels dans le cadre général de la mobilité, je ne me prononcerai pas là-dessus, mais n'en pense pas moins...) Autre véhicule concerné par les batteries électriques mais utilisant la propulsion humaine: le vélo.

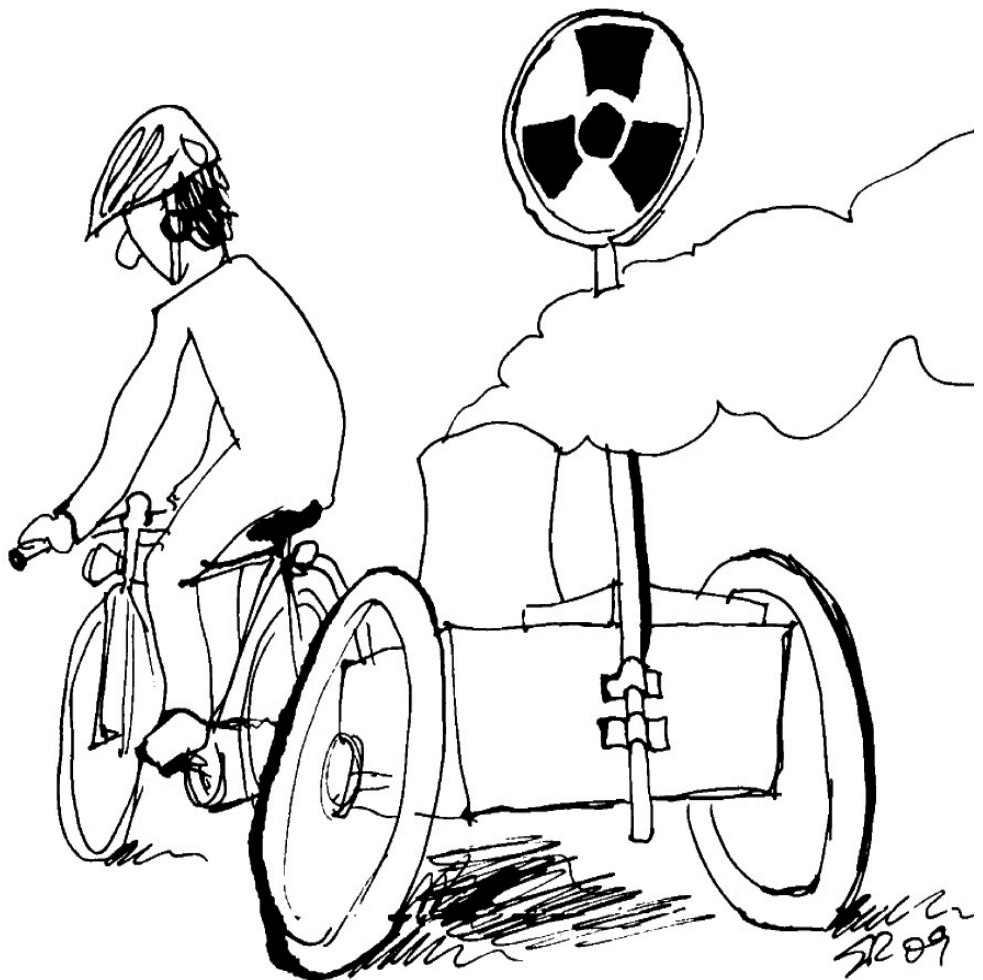
L'utilisation quotidienne de ce dernier m'a permis de constater que ce mode de locomotion est le plus rapide et le plus économique en ville. Mis à part la pollution atmosphérique, ce pourrait être le plus sain. Le N°6 de la revue PRO VELO info en a fait son édito, son dossier et sa pub: le vélo électrique ou vélo à assistance électrique (VAE). Les scooters ne sont pas en reste. Ainsi, la Poste en a acheté quelques centaines d'exemplaires, «électrifiés», pour ses postiers.

Selon Le Courrier du 30.1.2009, la technologie de feu Swissmetro est mise au service d'une future camionnette électrique au moyen d'une «chaîne énergétique» comprenant un moteur électrique, des batteries au lithium – phosphate de fer et une génératrice auxiliaire fonctionnant au diesel. Ce «set» peut s'adapter à la plupart des carrosseries de véhicules utilitaires. L'une des innovations les plus intéressantes du projet est la recharge sans câble ni contact, par champ électro-magnétique généré à partir d'un câble en boucle noyé dans le goudron d'une place de parc.

Que voilà beaucoup de batteries électriques! Leurs performances

s'améliorent, à n'en pas douter. Ce qui demeure, c'est la source énergétique: l'électricité! D'où vient-elle? D'une prise, voyons! Et au bout du réseau, on a quoi ? Une centrale nucléaire, voire une centrale à charbon, vu l'interconnexion des réseaux ! C'est ainsi que, d'une idée généreuse pour aider, par exemple, certaines personnes âgées ou handicapées à pratiquer le vélo, ou d'autres à moins polluer, on en vient à augmenter la demande en électricité! Halte-là!

Alors qu'il faut se battre pour limiter la consommation d'électricité, quelle qu'en soit la provenance, voilà qu'un soi-disant moyen écologique anti-CO2 vient brouiller les cartes. Si encore ces batteries étaient chargées d'une électricité «solaire» produite sur son balcon, dans son jardin ou sur son garage, pour les particuliers individualistes ou, avec une installation plus importante, incluse sur une façade ou un toit d'immeuble, pour les collectivités. Il y aurait même moyen de faire d'une pierre deux coups: protéger les vélos de la pluie et offrir de l'électricité aux VAE (voir plus haut) en couvrant les parcs à vélos de panneaux solaires! En priorité à la gare CFF.



Si Bertrand Piccard vole une fois avec son planeur solaire, ce ne sera pas parce que ses batteries auront été chargées à Mühleberg ou à Beznau.

Serge Rossmann

IL Y A 40 ANS, LA FILIÈRE NUCLEAIRE SUISSE MORTE ET ENTERREE

Que se passe-t-il donc ce 21 janvier 1969 dans la Broye vaudoise sous une épaisse couche de brume fantomatique ?

Pas de zombies, pas de film d'horreur quoique: dans une caverne de 25 mètres de haut et 20 mètres de diamètre, le réacteur nucléaire expérimental de Lucens entamait sa dernière journée de fonctionnement couronnée par un début de fusion partielle du réacteur, contaminant gravement tout le site. Cela annonçait la fin de la filière nucléaire suisse de réacteur à eau lourde... pour notre bien-être à tous.

Un des dix plus sérieux accidents nucléaires au monde, classé 4 sur 7 de l'échelle internationale INES.

Après un petit incident survenu tôt le matin, c'est en fin d'après-midi que surgit le gros problème qui condamnera la centrale au silence et à la casse. Le gaz carbonique calo-porteur s'est échappé dans la caverne, la radioactivité augmente subitement dans l'enceinte confinée et une importante perte d'eau lourde montre que le problème est immense et que l'arrêt d'urgence s'impose. Bien que la radioactivité dégagée ait été 3 fois plus élevée que lors de l'accident de Three Mile Island au USA en 1979, il semble que la caverne où se situait le réacteur ait, par chance, retenu cette radioactivité. Les contrôles effectués à l'extérieur pendant la nuit

n'ont vraisemblablement montré aucune augmentation anormale de la radioactivité

Tout le monde retire ses billes.

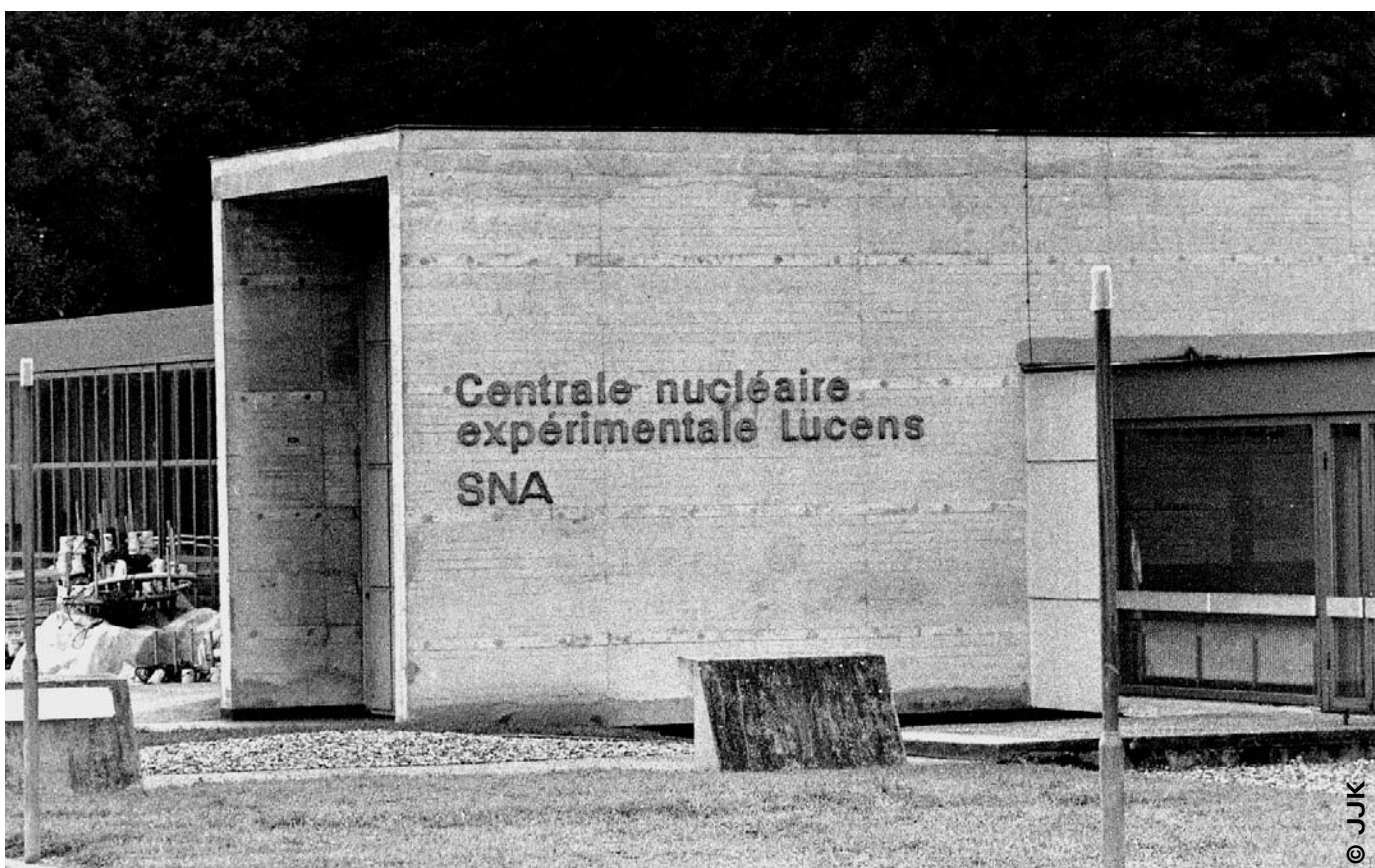
Entre 1963 et 1966, la plupart des producteurs suisses d'électricité ainsi que certains industriels ont changé leur fusil d'épaule, se désengageant de ce réacteur expérimental (malheureusement pas pour se tourner vers des énergies propres) et commandant des centrales nucléaires à eau pressurisée made in USA. Par contre, la « Société Nationale pour l'encouragement de la technique Atomique industrielle » (SNA) persérait dans cette voie, la voie de la bombe atomique suisse tant désirée dès 1945 mais qui ne parvint heureusement jamais à son but ! Cette voie engouffra des millions de francs (plus de 100), elle utilisait un uranium non enrichi que l'on espérait trouver à profusion dans nos Alpes suisses (autarcie oblige).

Une partie perdue d'avance.

En 1965 déjà, un incident eu lieu au centre de recherche nucléaire de Würenlingen dans un élément expérimental semblable à celui de Lucens. L'entêtement et la bêtise du gouvernement de l'époque, qui n'osait pas faire machine arrière, auraient pu coûter beaucoup plus cher si la situation avait été mal interprétée et mal gérée.

L'entêtement actuel des sociétés de production d'électricité (ATEL, AXPO, FMB, etc) rappelle celui du gouvernement helvétique de la fin des années 60... Ne permettons pas la moindre possibilité de risque d'accident nucléaire, aussi minime qu'il puisse être, en refusant les nouveaux projets de construction de centrales nucléaires.

Philippe Progin



ANTIQUÉ CENTRALE NUCLÉAIRE DE MÜHLEBERG DES FISSURES, EN VEUX-TU, EN VOILÀ!

Vieille de quarante ans, la centrale nucléaire de Mühleberg, sise à une quinzaine de kilomètres de Berne, est affligée de fissures non seulement dans le manteau du réacteur, connues depuis 1990 et agrandies depuis, mais aussi, découvertes plus récemment dans la tubulure d'une installation sous haute pression destinée à refroidir le réacteur en cas d'urgence. Pourtant, les autorités se veulent rassurantes, et les Forces Motrices Bernoises, propriétaires de la centrale, ont déposé une demande de prolongation du permis d'exploitation... Une très vieille centrale

La centrale de Mühleberg, propriété des Forces Motrices Bernoises (FMB), a été mise en service en 1969, ce qui en fait la plus vieille de Suisse, avec celle de Beznau I. Par rapport aux plus grandes centrales suisses, elle est de taille relativement modeste puisqu'elle a une puissance électrique de quelque 300 MWe (millions de watts) – contre environ 1200 MWe pour Leibstadt. Rappelons à

ce propos que deux tiers de l'énergie dégagée par les réactions de fission de l'Uranium 235, sont gaspillées dans la nature (l'air ou l'eau des cours d'eau – l'Aar en l'occurrence). Nous avons donc affaire à une gigantesque cocotte-minute dans laquelle circule de l'eau bouillante, fortement radioactive. La pression est donc forte, au propre et au figuré, et la fatigue des métaux et autres matériaux engendrée par 40 ans de bombardements neutroniques ne va certes pas arranger les choses.

Des agrafes contre des fissures

Or donc, en 1990 des fissures ont été découvertes dans le manteau du réacteur. Sans entrer dans les détails, le manteau est constitué d'un assemblage cylindrique de tôles soudées ensemble: c'est le long des soudures que ces fissures se sont produites. (Le manteau, situé dans la cuve du réacteur, soutient les tubes de combustible et les barres de contrôle du réacteur). Depuis leur découverte, ces fissures n'ont cessé de croître. Soumises à diverses expertises, en 1996 notamment, elles n'ont pas été reconnues comme dangereuses, et par conséquent le réacteur a été déclaré bon pour le service, y compris par les plus hautes autorités de surveillance nucléaire du pays. Des mesures ont été prises, certes, sous forme de renforcement par des pinces [en allemand: Klammern, ou Zuganker], mais les marges de sécurité considérées officiellement comme suffisantes ont été contestées par d'autres experts.

Et encore d'autres fissures

En 2006, on a découvert à Mühleberg encore d'autres fissures, ou déchirures, cette fois dans le système d'arrosage qui permet de



refroidir le coeur du réacteur en l'aspergeant avec de l'eau en cas de défaillance – en quelque sorte une douche pour les urgences! Des réparations ont été préparées, mais n'ont pas été effectuées lors de la révision de 2008. Selon les experts, il faudrait des moyens de mesure plus raffinés, et il se pourrait que ces fissures aient toujours existé.

En attendant, on surveille, disent les représentants des autorités.

Tout va très bien, Madame la marquise

Selon <http://www.fokusantiatom.ch>, au Japon, on a remplacé à grands frais les manteaux et les conduites d'arrosage fissurés de plusieurs centrales. Selon le porte-parole de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) dans une interview du TagesAnzeiger du 26.02.08, « Effectivement, dans quelques centrales étrangères du même type le manteau a été entièrement remplacé. Mais à l'étranger, ce dernier est construit un peu différemment et par conséquent plus facilement remplaçable. » Traduit en langage ordinaire: si c'est trop cher pour les FMB, elles n'ont pas

l'obligation de remplacer le manteau. Position du Conseiller fédéral Leuenberger: aussi longtemps que l'IFSN considère que la centrale est sûre, il n'y a aucune raison de l'arrêter ou de limiter sa durée d'exploitation.

Vivre dangereusement, du côté de Berne

Comme la centrale de Mühleberg est située à quelque 15 km de la ville de Berne, et bien qu'elle soit lovée au bord de l'Aar en un lieu relativement encaissé, on conçoit aisément qu'en cas d'accident avec rejets radioactifs, l'agglomération bernoise en premier lieu, mais aussi les régions avoisinantes, seraient exposées aux émissions radioactives et à leur cortège de malheurs. On peut toujours espérer que les augures fédéraux ne se trompent pas au sujet de la gravité de ces fissures, mais en tout état de cause, il serait tout-à-fait irresponsable d'accéder à la demande des FMB en autorisant la prolongation du fonctionnement ad aeternam de cette centrale.

Eric Peytremann

DERNIÈRE MINUTE (04.03.09)

Nous venons d'apprendre qu'un groupe de personnes habitant au voisinage de la centrale de Mühleberg ont déposé un recours auprès du Tribunal Administratif Fédéral.

Les recourants demandent que les rapports concernant la sécurité des installations nucléaires de Mühleberg soient divulgués. Ces rapports traitent en particulier de données nouvelles, et fracassantes, concernant les fissures du manteau.

GENÈVE

USINES À GAZ? LE POINT DE VUE DES VERTS



Note de la rédaction: la position officielle de ContrAtom, détaillée par Pierre Vanek, est de soutenir le projet de centrale à gaz des SIG (voir article dans notre journal n°93).

Par volonté de débat démocratique, nous laissons maintenant la parole à Damien Jeannerat des Verts, qui défend un point de vue tout à fait différent.

Dans le dernier numéro de "ContrAtom" Pierre Vanek prend position en faveur du projet de centrale à gaz chaleur-force que les Services industriels de Genève veulent implanter au Lignon.

Si l'idée de construire des usines à gaz était au programme des écologistes il y a deux décennies, ce type de production est obsolète à cause de l'urgence que représente le problème du réchauffement climatique. Il est temps maintenant de prendre congé des énergies fossiles au plus vite, en particulier dans les rares domaines où il existe des alternatives comme c'est le cas pour produire de l'électricité ! Il faut mettre en oeuvre des mesures fortes d'efficacité énergétique et produire l'électricité avec les forces que la nature nous donne: l'hydraulique, l'éolien et les énergies solaires photovoltaïque et à concentration de chaleur.

Parmi les arguments des défenseurs d'une centrale à Genève, on trouve le désir d'indépendance de la production énergétique.

Si l'idée est en principe bonne, il est évident que si une centrale à gaz est installée à Genève, son dimensionnement étant très largement supérieur à la capacité de production de biogaz local,

l'approvisionnement dépendra de l'étranger. Cela nous rendrait donc dépendant des pays producteurs dont le respect des droits de l'homme n'est pas glorieux et dont certains ont montré encore récemment que fermer les vannes en plein hiver laissant des populations sans chauffage fait partie des moyens de pression utilisés. Au sujet de l'indépendance énergétique, il est piquant de savoir que la Suisse romande produit assez d'électricité hydraulique pour sa propre consommation mais, du fait qu'elle en revend une grande partie, on a besoin d'appoint. On le voit, l'indépendance énergétique par le gaz est une illusion et si vraiment on doit dépendre de l'étranger, autant l'être des producteurs d'électricité éolienne des pays scandinaves ou du solaire méditerranéen!

Les discours de ceux qui cherchent à tout prix à maintenir un mode de consommation dangereux pour notre planète séduisent très souvent avec la formule («les émissions de CO2 seront compensées intégralement...»). Le problème est que compenser n'est pas réduire. Le marché des compensations retarde ainsi de façon irresponsable les changements que l'on doit réaliser de manière très urgente. En réalité les «compensations» sont au mieux des occasions manquées de réduire nos émissions et au pire des mesures contre-productives. Quand elles seraient réalisées chez nous, elles nous mèneraient à manquer des réductions d'émissions qui doivent se réaliser par une volonté politique et se financer autrement que par une activité néfaste et polluante! Quand aux compensations à l'étranger, c'est une attitude absolument choquante revenant à dire aux pauvres qui émettent déjà peu de CO2 que c'est à eux de faire l'effort que l'on refuse de faire nous-même!

Concernant l'argument de la production combinée chaleur et électricité,

il faut premièrement souligner que les besoins de ces deux énergies ne sont pas simultanés. De plus, en alimentant un réseau à distance, (avec les pertes non négligeable en regard de l'avantage du gaz par rapport au mazout!) la rentabilité économique ferait que soit les SIG auront intérêt à ce que les immeubles connectés ne réduisent pas leurs consommations, soit à devoir étendre le réseau de distribution qui deviendrait de moins en moins efficace. Il est donc clair que cette solution poserait toutes sortes de conflits d'intérêts que l'absence de loi ou de règlement d'application ne peut qu'aggraver. Si vraiment on souhaite abandonner du mazout pour des sources d'énergie moins néfastes pour le climat, il faut réaliser une transition vers le bois (avec filtrage des particules fines) et quand le potentiel du bois et des autres sources renouvelables locales est épuisé, on peut envisager le gaz pour des chauffages centraux à condensation. Mais il faut d'abord réaliser des rénovations incluant l'amélioration de l'isolation et l'installation de panneaux solaires thermiques (et photovoltaïques) afin de réduire au minimum la consommation de cette énergie fossile néfaste pour le climat.

Au sujet de la prétendue division des Verts sur la question des usines à gaz, il faut préciser que la position s'est très clairement clarifiée durant ces derniers mois. L'assemblée des Délégués des Verts suisse vient en effet de lancer un message quasi unanime contre ce type de centrale. Quant à la prise de position des Verts genevois l'automne passée, il est intéressant de savoir que de la petite minorité soutenant le projet SIG, la moitié avait des intérêts dans cette entreprise!

La suite de l'article de M. Vanek exprime la crainte que le peuple suisse accepte la construction de nouvelles centrales nucléaires si des productions convaincantes n'existent pas.

Le gaz serait la source d'énergie permettant d'inonder le marché avec un courant à bas prix qui, soit dit en passant entre en concurrence avec celui des énergies renouvelables. Le malheur est que dans cette logique on se retrouverait rapidement avec la peste et la choléra! Continuer la logique de réponse illimitée à la frénésie consumériste alimentant des ampoules inefficaces, des stand-by et des airs conditionnés va augmenter le besoin de grosse production. On assurerait donc ainsi un avenir radieux au nucléaire car un jour ou l'autre on fermera les centrales à énergies fossiles. Ce risque de passer du gaz au nucléaire n'est pas seulement défendu par quelques écolos naïfs: le directeur d'Alpic (le plus gros acteur énergétique romand – né du rapprochement de EOS, ATEL et EDF!) suit une autre logique mais conclut que «La solution transitoire la plus adaptée [vers le nucléaire] serait de recourir aux centrales à gaz naturel.»!

On l'aura compris, les centrales à gaz entrent dans la logique des grands groupes, c'est-à-dire de ceux qui veulent concentrer le plus possible la production électrique. Il faut aujourd'hui réduire notre consommation et produire localement avec des petites unités de production basées sur des déchets de bois, de déchets ménagers, de production solaire installée sur les toits, etc. En plus, cette activité est bénéfique pour les petites entreprises.

Damien Jennerat, Les Verts - GE



NOUVELLES DU NUCLÉAIRE FRANÇAIS

Vague de froid:

la France atomique sauvée par...
l'Allemagne antinucléaire



A l'occasion de la vague de froid du début de l'année, on apprend que c'est l'Allemagne qui a approvisionné la France en électricité pour une bonne partie de ses chauffages électriques.

L'explication est simple: pour «justifier» leur politique nucléaire, EDF et l'Etat français ont procédé à l'installation de millions de chauffages électriques. Or, chaque fois que la température baisse, la consommation due aux convecteurs électriques est telle que, malgré les 58 réacteurs de ses 19 centrales atomiques, celles-ci sont largement dépassées: ce sont alors les centrales thermiques (gaz, fuel, charbon) françaises et étrangères, principalement allemandes, qui sont mises en service pour chauffer l'Hexagone! Résultat: l'utilisation du chauffage électrique entraîne de fortes émissions de CO2.

Il faut savoir que les centrales nucléaires, fournissant une puissance constante quelle que soit la demande en électricité, ne sont pas du tout adaptées aux variations de puissance. Ainsi, depuis cinq ans, c'est l'Allemagne qui est exportatrice nette d'électricité vers la France.

(d'après un communiqué du réseau «sortir du nucléaire»)

Le système électrique français est terriblement inefficace

En hiver, la puissance électrique appelée est presque trois fois plus élevée le jour le plus chargé que le jour le moins chargé de l'été. (...) On a massivement introduit le chauffage électrique parce qu'EDF avait des kilowattheures (kWh) à vendre, ce qui a conduit à une augmentation du recours aux combustibles fossiles. Le contenu en CO2 du kWh pour les besoins du chauffage électrique se situe entre 500 et 600 grammes, soit environ trois fois les émissions d'un chauffage central au gaz. (...) L'investissement dans le nouveau réacteur EPR augmentera aussi les émissions car, si on investissait les 4 milliards d'euros nécessaires à sa construction dans l'isolation de l'habitat existant, on éviterait réellement des émissions de gaz à effet de serre. (...) (Résumé d'une interview de Mycle Schneider, consultant international en matière d'énergie, par Libération, le 3.1.2009)

CO2:

les vices cachés du nucléaire

Quelle est la production de CO2 de l'énergie nucléaire, si l'on tient compte de l'ensemble du cycle de vie de l'atome, c'est-à-dire depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement des centrales?

Benjamin Sovacool, un chercheur de l'université de Singapour, s'est penché sur les 103 recherches scientifiques publiées sur la question à ce jour. Ses conclusions ? Si les centrales au charbon, au pétrole et au gaz émettent jusqu'à 15 fois plus de CO2 que les centrales nucléaires, le cycle de vie du combustible nucléaire peut produire, dans certains cas, près de deux tiers des émissions du cycle de vie des centrales gaz-vapeur ultraperformantes.

Voilà qui remet en question l'idée et l'image d'une filière d'électricité propre et neutre quant au CO2. Le chercheur met aussi en évidence le fait que les émissions de CO2 du cycle de vie des énergies renouvelables sont bien moindres que dans la filière nucléaire.

Extraits de la une du Soir (Belgique du 26.11.2008)

Refus d'agrément pour les laboratoires d'EDF chargés de mesurer la radioactivité près des centrales nucléaires



L'année 2008 a été, en France, une annus horribilis pour l'image de la sûreté nucléaire. Les incidents à répétition sur le site de Tricastin (Drôme) ont fourni de nouveaux arguments pour réclamer l'arrêt des centrales. Le réseau « sortir du nucléaire » français a révélé, le 12 janvier dernier, que l'Autorité de surveillance nucléaire (ASN), « gendarme » de l'énergie atomique, avait mis en cause la fiabilité de l'expertise des laboratoires d'Electricité de France (EDF) installés au sein même des dix-neuf centrales d'EDF.

Par quatre décisions rendues le 16 décembre 2008, l'ASN a refusé ou suspendu l'agrément donné à ces laboratoires chargés de mesurer les indices de radioactivité dans l'environnement des centrales (air, rivières, nappes phréatiques, flore, faune, lait...) Elle a notamment relevé que, sur les indices radioactifs, il existait «des biais de mesures incompatibles avec la qualité requise pour assurer la surveillance de la radioactivité de l'environnement».

Les écarts peuvent atteindre 10 à 15%. L'ASN précise que les laboratoires épinglés ne sont pas chargés de mesurer les rejets radioactifs.

(Résumé du Monde du 14 .1.2009)

Une petite centrale bien longue à démanteler

Dans les monts d'Arrée, en plein dans le parc naturel d'Armorique, un prototype achève de rouiller en attendant un impossible démantèlement. C'est le réacteur nucléaire à eau lourde de Brennilis, lancé par de Gaulle en 1964 et arrêté en 85. Ses 75 MW avaient une utilité gaulienne : fournir le combustible nécessaire à la bombe H française.

Son démantèlement est confié à Bouygues. La cuve Inox radioactive refuse de se laisser aborder, même par les intérimaires, la « viande à neutrons », à qui nos maîtres confient les métiers dangereux. Les déchets ? Le combustible usagé est stocké à Cadarache. Personne au monde n'a résolu la neutralisation des déchets radioactifs des centrales, sauf à les foutre à l'eau dans les fosses marines ou à les stocker sous terre. La légende bretonne a donné un nom à l'emplacement de la centrale de Brennilis : « la porte de l'enfer ».

(Résumé de Siné-hebdo du 19.11.2008)

Serge Rossmann



MIRACLE

SOUS-MARINS:

COLLISION ENTRE LE TRIOMPHANT FRANÇAIS ET LE BRITANNIQUE HMS VANGUARD

Les faits remontent au début du mois de février. Deux sous-marins nucléaires sont entrés en collision alors qu'ils patrouillaient à grande profondeur...

Il n'y avait semble-t-il qu'une chance sur un million pour que cet événement se produise... Et pourtant c'est arrivé.

Remarquons aussi qu'il n'y avait quasiment aucune chance que le réacteur de la centrale de Lucens fonde, qu'il n'y a quasiment aucune chance pour que le LHC crée un trou noir... Bref qu'il y a des tas de choses qui ne devraient jamais arriver et qui pourtant arrivent! Or ContraAtom le dit depuis longtemps, l'erreur est humaine, mais en matière de nucléaire, certaines erreurs ne pardonnent pas...

"Lorsqu'on conçoit des sous-marins nucléaires maintenant, ils sont conçus pour émettre moins de bruit que le bruit de fond de la mer. Ce sont deux sous-marins super silencieux qui se sont rencontrés et leur capacité à s'écouter l'un l'autre s'est avérée insuffisante", a déclaré un responsable.

Rappelons que chacun de ces magnifiques sous-marins abrite 16 missiles nucléaires et que cette collision aurait pu avoir des conséquences dramatiques, voire même inimaginables selon un haut gradé de la marine britannique. « Une pollution importante aurait pu se produire et nous aurions pu perdre les équipages. Enfin les bombes nucléaires à bord des sous-marins auraient pu être perdues, ce qui aurait été un véritable cauchemar pour les états-majors. » Voilà qui donne à réfléchir ! Qu'attend-on pour une interdiction générale de ce genre d'engins qui ne servent à rien sauf à mettre en danger nos océans, voire la planète...

ACR et PG

COLLISION STUPIDE ENTRE DEUX SOUS-MARINS FRANÇAIS ET BRITANNIQUE



MISE EN SERVICE DU LHC «LARGE HADRONS COLLIDER.»

A l'été 2008, le CERN, Centre européen de recherche NUCLEAIRE à Genève a mis en route l'accélérateur LHC. En septembre un incident assez grave a entraîné l'interruption de ce premier essai.

La remise en état du système demandera plus d'une année et son coût total à ce jour n'est pas connu. Certains politiques ont entrepris des démarches pour déclencher un débat approfondi. Ainsi, le conseiller national Daniel Vischer (verts, Zurich) et 11 cosignataires ont déposé le 2 octobre 2008 une interpellation auprès du Conseil national: «L'expérience du LHC au CERN, est-elle sans danger?» qui aborde différents aspects discutables de cet essai.

Elle évoque une tendance « antidémocratique dangereuse du débat scientifique, le manque de discussion sur le sens, les dangers et la légitimité de l'expérience, sur l'immunité absolue du CERN qui le met à l'abri de poursuites pénales et d'éventuelles réparations en cas de dommages à la population de Genève et environs.

Les auteurs justifient leur interpellation de la manière suivante: «La Suisse participe financièrement au projet du LHC et au CERN si bien que le Conseil Fédéral est au moins responsable de la sécurité, d'indemnités réglementaires en cas d'accident et d'une pluralité suffisante du débat scientifique.

L'analyse de l'incident ayant entraîné l'arrêt de l'expérience montre qu'il y avait eu des signes avant-coureurs, mais selon, le porte parole du CERN, on a découvert qu'après coup comment on pouvait détecter ces signes. D'après la «Neue Zürcher Zeitung» des 6-7 déc, journal très favorable au LHC, on aurait pu prendre des mesures à temps. Selon la NZZ «Certains physiciens ont dû se demander après coup s'ils n'avaient pas été trop insouciant.»

L'équipe du CERN concernée par la réalisation du LHC ne «croit» pourtant toujours pas que l'expérience puisse représenter un risque majeur bien qu'elle se situe à un niveau d'énergie jamais atteint jusqu'ici dans des accélérateurs à particules.

Pourquoi l'expérience LHC, «la plus importante de tous les temps» devrait-elle être réalisée à tout prix, sans débat au niveau scientifique comme au niveau politique et au mépris des mesures de sécurité nécessaires?

Il conviendrait d'appliquer ici le principe de précaution inscrit dans plusieurs traités de droit International.

Réf. Extrait d'un article paru dans le N° 3 du 26 janvier 2009 de la Revue HORIZONS et DEBATS.

G.Nibbio

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8



CONTRASTOM